

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la sécurité en Afrique, à Abuja le 27 février 2014.

Monsieur le Président, Cher Goodluck,

Je tenais à être présent pour cet évènement. Je salue à cette occasion l'ensemble des chefs d'Etat et des ministres qui représentent le continent africain et, parfois, bien au-delà.

Je salue le Président de la Commission européenne, Monsieur BARROSO, qui montre le lien entre nos deux continents.

100 ans, pour un individu, c'est généralement le moment ultime. Pour une nation, 100 ans, c'est jeune. Cela permet déjà d'avoir une histoire et d'en tirer les leçons.

Cette histoire, la vôtre, celle du Nigeria, c'est « l'amalgamation » de deux protectorats au début du 20ème siècle, qui a permis la fondation du Nigeria, puis ensuite votre indépendance.

L'histoire, c'est celle du combat qui a été le vôtre pour votre unité, avec des épreuves, parfois terribles. Je pense notamment à la guerre du Biafra.

L'histoire, c'est aussi de savoir que le fédéralisme, l'interdiction des partis ethniques, les politiques de réconciliation, sont les meilleures réponses, chaque fois qu'il y a danger de séparatisme. Vous en avez fait la démonstration.

Aujourd'hui, le Nigeria fait face au terrorisme de Boko Haram. Un terrorisme qui n'est pas différent des autres, qui utilise les mêmes armes et qui frappe toujours les populations civiles. Je pense à ce qui s'est produit il y a quelques jours avec une école qui a été visée, des enfants qui ont été assassinés, des villages qui ont été pillés.

Je pense aussi à des otages qui ont pu être capturés par ce groupe. Je vous l'assure Monsieur le Président, votre combat est aussi le nôtre, et nous serons toujours prêts à vous apporter, non seulement notre soutien politique mais notre concours chaque fois qu'il sera nécessaire.

Le combat contre le terrorisme, c'est aussi celui de la démocratie. Depuis 1999, le Nigeria a décidé de construire des institutions politiques solides, de respecter les règles du droit, d'améliorer la situation des minorités et de permettre la lutte contre les inégalités. La démocratie, c'est aussi la meilleure façon d'assurer la stabilité et le développement économique. C'est ce que vous avez pu démontrer ces dernières années.

Le Nigeria est devenu une grande économie, peut-être la première d'Afrique, avec une croissance rapide, un niveau de vie élevé et l'émergence du Nigeria, chacun ici peut en témoigner, est une chance pour l'Afrique toute entière.

La France a noué avec le Nigeria, comme avec d'autres pays ici représentés, un partenariat économique pour relever les défis de l'accès à l'électricité, à l'eau, lui permettre de traiter les déchets, d'assurer des transports, de former la jeunesse. C'est pourquoi nous sommes très attentifs à instaurer de nouvelles relations de développement entre la France, l'Europe et l'Afrique. Le temps des soumissions, des dominations, des marchés partagés est terminé.

Aujourd'hui vous avez voulu mettre l'ensemble du monde en concurrence, la France et l'Europe doivent répondre à votre défi.

Vous avez voulu, à l'occasion de votre cérémonie d'aujourd'hui, du centenaire du Nigeria, placer votre réunion sur le thème de la sécurité. Je partage cet objectif. Le continent africain est menacé par des trafics : drogues, armes mais aussi humains. Il est également touché par le terrorisme, je l'évoquais à l'instant.

L'Europe n'est pas à l'abri, tout ce qui se passe en Afrique peut avoir des conséquences directes en Europe. C'est la raison pour laquelle la France a pris ses responsabilités, notamment ici au

Sahel, où nous avons été aux côtés du peuple malien dans un moment tragique, pour lui apporter le soutien nécessaire, lui permettant de retrouver son intégrité territoriale et la démocratie.

J'ai décidé, à la suite de cette intervention, de modifier profondément le dispositif militaire français en Afrique, avec moins de forces statiques installées sur des bases mais beaucoup plus de mobilité et de coopération avec les armées africaines. Ce sont les Africains eux-mêmes qui doivent assurer leur propre sécurité.

Je me suis engagé à ce que la France forme chaque année 20 000 soldats africains. Je souhaite agir avec l'Union Africaine - ici représentée et que je salue l'ensemble des organisations régionales, particulièrement, je suis ici à Abuja, avec la CEDEAO. La CEDEAO qui a beaucoup fait pour l'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest et qui a été présente, lorsqu'il s'est agi de déployer des forces au Mali. Je veux ici la remercier.

Nous avons également la menace de la piraterie, notamment dans le Golfe de Guinée. C'est un fléau. Le Nigeria est concerné comme d'autres pays riverains. Vous êtes d'autant plus concernés que vous disposez de richesses pétrolières. La piraterie n'attaque pas les pauvres, elle attaque ceux qui peuvent distribuer de la richesse ou la transporter. Voilà pourquoi nous avons mis sur pied ensemble un programme ambitieux de lutte contre la piraterie. Vous en avez pris l'initiative à travers la déclaration de Yaoundé en juin dernier, la France soutiendra vos actions.

De la même manière, sur les trafics, nous approuvons la démarche des pays qui ont élaboré et ratifié le traité sur le commerce des armes. Le Nigeria a joué un rôle moteur dans l'élaboration de ce texte. C'est une avancée internationale. Et la France va approuver ce traité et déposera les instruments de ratification à la fin du mois de mars auprès des Nations-Unies.

Enfin, nous devons lutter contre tous les risques de conflits inter religieux. Car c'est maintenant un autre fléau qui nous menace. A travers le chaos que peuvent connaître les pays, s'installent à ce moment-là, des affrontements ou des luttes qui, prenant le prétexte de la religion, utilisent parfois le fanatisme ou la peur pour opposer des hommes et des femmes qui devraient d'abord être unis par le même ciment national.

C'est ce que nous voyons en ce moment même en Centrafrique. Et c'est la raison pour laquelle, la France, aux côtés des Africains, toujours aux côtés des Africains - et ils sont nombreux - a également décidé d'être présente.

Nous aurions pu rester de côté, considérer qu'il n'y avait pas de place pour une présence française. L'histoire nous avait démontré que nous y avons été peut-être un peu trop présents. Non, là il y avait un risque humanitaire, une catastrophe qui s'était déjà révélée à travers des milliers de morts.

Alors, nous avons répondu à l'appel des Nations unies, à la résolution du conseil de sécurité et avec nos amis Africains, nous avons réussi à nous interposer, à séparer les belligérants, à rétablir la sécurité. Il y en a encore beaucoup à faire. Le Secrétaire général des Nations unies a demandé qu'il y ait des renforts. Nous avons adhéré à cette proposition. Les Africains aussi, ils seront bientôt près de 6000. Et demain une opération de maintien de la paix devra prendre le relais.

Mais ce que nous faisons en Centrafrique, c'est aussi une leçon, pour permettre à un pays de retrouver, même plus son intégrité territoriale - même s'il y a toujours des risques - mais l'autorité de l'Etat, sans laquelle il ne peut pas y avoir de communauté nationale vivant en paix. C'est une leçon que nous donnons aussi à l'ensemble de l'Afrique centrale qui peut être menacée par ces conflits inter religieux.

Je remercie une fois encore l'Union africaine pour ce qu'elle fait, l'Union européenne pour ce qu'elle a décidé de faire, parce que la sécurité c'est essentiel pour le développement.

L'Afrique a un grand avenir. C'est le continent de demain. C'est là que vont se construire des grandes infrastructures, que vont se déployer les nouvelles sources d'énergie, que vont se définir les nouveaux besoins pour le monde. Un continent plein de promesses, mais qui peut être entravé par, justement l'instabilité et l'insécurité.

Faut-il aussi que nous apportions tout notre soutien au développement. La France et l'Europe doivent être également au rendez-vous. 80 % de l'aide publique française sont affectés à l'Afrique. Et nous continuerons. Nous avons même décidé de doubler les financements destinés à l'Afrique ceux qui viennent de l'Agence française de développement pour les cinq ans à venir

Afrique, ceux qui viennent de l'Agence française de développement, pour les cinq ans à venir.

Parce que nous considérons que tous ces projets seront bons pour l'Afrique, mais aussi bons pour l'Europe, bons pour la croissance dans le monde.

Voilà, Monsieur le Président, mesdames, messieurs les présidents, chefs d'Etat et de gouvernement, ce que j'étais venu vous dire au nom de la France.

Nous avons des responsabilités ensemble à assumer, responsabilités pour la sécurité, responsabilités pour le développement, responsabilités pour l'économie mondiale.

Nous avons également une responsabilité qui nous attend, c'est celle sur le climat. La France va accueillir l'année prochaine la conférence qui doit déboucher sur un accord à l'échelle du monde pour que nous puissions mettre un terme à ces dérèglements. Je sais pouvoir compter sur l'Afrique, parce que c'est elle aussi qui se trouve menacée par les pollutions, les désertifications, les inondations.

Alors ensemble, France, Europe, Afrique, nous pouvons nous préparer également un beau centenaire prochain. Nous savons ce qui s'est passé, ce qui s'est produit dans l'histoire, ce qui a pu nous unir et nous séparer pour le siècle prochain. Rien ne nous séparera et nous serons unis pour relever les défis du monde.

Merci.